Un nouvel urbanisme militaire

Nicolas Latteur ▪ Août 2019

La militarisation de la vie urbaine ne date pas des attentats de mars 2016 à Bruxelles ou de novembre 2015 à Paris. La doctrine militaire de « guerre illimitée dans le temps et dans l'espace » popularisée par l'administration américaine sous la présidence de Georges W. Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001 la déploie radicalement. Elle constitue aujourd'hui une référence centrale pour l'élaboration des politiques sécuritaires des gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique internationale.

Urbanisme Militaire

Cette guerre déclarée « illimitée dans le temps et dans l'espace » entend mobiliser religieusement les forces « du bien » contre les forces « du mal ». L'intégrisme religieux qui n'est souvent attribué qu'aux groupes appelés « djihadistes » est ici appréhendé pour décrire des représentations du monde annexées à des dogmes et à un imaginaire colonialiste[1].

Mais la guerre ne bouleverse pas seulement les territoires et les relations de pouvoir au sein des zones où elle se déploie. Elle modifie également les techniques de gestion des populations, alimente de nouvelles formes de légitimité pour les Etats (« protéger des populations d'un péril imminent ») qui y prennent part et dessine des lignes de continuité.

Le croisement entre les applications militaires et civiles des technologies de pointe est au cœur de tendances qui caractérisent le nouvel urbanisme militaire. Des liens ténus existent entre la surveillance et le contrôle de la vie quotidienne, d'un côté et les guerres coloniales pour l'appropriation de l'espace et des ressources, de l'autre. Les effets selon qu'il s'agisse de zones en guerre ou de l'environnement urbain occidental diffèrent néanmoins fortement.

Mais ces pratiques s'appuient sur des idées partagées. Notamment sur un paradigme qui fait des espaces publics et privés des villes, de son infrastructure et des populations civiles qui l'occupent, une entité dont il faut extraire des cibles et des menaces. C'est d'ailleurs souvent la métaphore de la guerre qui est mobilisée pour décrire la condition supposée éternelle des sociétés urbaines en guerre contre le drogue, le crime, le terrorisme et l'insécurité.

L'Etat intervient régulièrement au nom du progrès, de l'embellissement, de la justice sociale pour les pauvres, ou à l'occasion d'obtention de programmes d'aménagements, ou lors de l'organisation de grands événements (ex. JO, visites de dignitaire, coupe du monde de Football, …) pour redéfinir les frontières spatiales à l'avantage des propriétaires terriens, d'investisseurs étrangers, et ainsi vider un quartier d'une population indésirable et tenter d'en attirer une autre qu'il s'agira de choyer[2]. La ségrégation urbaine est une guerre sociale incessante, la militarisation contemporaine y intervient afin de redéfinir les formes de contrôle et d'appréhension de l'espace urbain.

Cette évolution implique la militarisation de nombreuses questions politiques, des paysages urbains, des infrastructures de circulation, des formes d'action collective des populations, ainsi que de pans entiers de la culture urbaine et populaire dans laquelle la diffusion de débats militarisés sur le thème de la sécurité (à l'occasion notamment de mobilisations populaires comme lors des manifestations du mouvement des gilets jaunes par exemple) occupe une place centrale.

Pour Stephen Graham[3], le nouvel urbanisme militaire possède 5 grandes caractéristiques.

---

[1] Tariq Ali, *Le choc des intégrismes*, Textuel, 2002.
[2] Voir Mike Davis, *Le pire des mondes possibles*, La Découverte, 2007.
[3] Stephen Graham, *Villes sous contrôle*, La Découverte, 2012. Cette note prend particulièrement appui sur ses recherches.

1. L'Urbanisme sécuritaire

Pour les défenseurs de cette doctrine, les techniques militarisées de pistage et de ciblage doivent occuper le paysage urbain et les espaces de la vie quotidienne en permanence. La technologie numérique offre énormément d'opportunités à cet égard. Pour les gourous de la sécurité, ce changement est impératif, car il s'agirait du seul moyen pour faire face aux nouvelles réalités appelées « guerre asymétrique » ou « irrégulière ». Elles consistent en des affrontements entre des « terroristes » et ou des « insurgés » et des forces de sécurité technologiquement suréquipées.

Dans cette conception, la guerre n'a plus de limites spatio-temporelles. Elle ne s'ouvre plus par une déclaration et ne se clôture plus par une défaite proclamée qui rebat les cartes par des accords internationaux. Elles ne font plus non plus l'objet de délibérations parlementaires préalables. Les frontières sont brouillées entre police, renseignement et armée, guerre et paix, opérations locales, nationales et internationales.

Ces politiques sécuritaires prôné par ce nouvel urbanisme s'appuient sur le profilage des individus, des lieux, des comportements, des groupes et non sur la mise en œuvre et le respect de droits fondamentaux garantis juridiquement. Les individus sont répertoriés et classés sur une échelle de risque en fonction de leur nature plus ou moins perturbatrice pour l'ordre géographique dominant[4]. Ainsi les Etats-Unis ont fait pression pour obtenir du Royaume Uni un visa spécial pour des citoyens britanniques se rendant aux USA mais qui entretenaient des liens étroits avec le Pakistan. Des systèmes entendent identifier les déplacements d'individus avant même qu'ils ne se rendent en Europe ou aux USA.

Le déploiement de l'armée dans les villes fait partie intégrante de cet urbanisme sécuritaire tout comme la militarisation des politiques migratoires rendues légitimes par de nombreux amalgames entre « terrorisme » et immigration. Dans une lecture raciste fortement diffusée, s'appuyant sur cette militarisation de l'espace urbain, la migration deviendrait un acte de guerre dans une société décrite comme mise en danger par le « multiculturalisme ».

2. La guerre coloniale comme terrain d'expérimentation

Cet urbanisme militaire se nourrit des expérimentations technologiques – notamment celles de ciblage – menées dans les zones des guerres coloniales (Gaza, Irak, Afghanistan, etc.) mais également déployées lors de sommets politiques ou lors d'évènements sportifs internationaux. Comme l'avait analysé Frantz Fanon[5], il y a aussi un effet de la colonisation sur les institutions et le régime politique du pays qui la pratique.

Il se traduit par le sort réservé aux habitants des zones de guerre y compris lorsqu'elle tente l'exil mais aussi par l'importation de technologies utilisées lors de ces interventions militaires. Par exemple, les drones israéliens conçus pour mettre la population palestinienne sous surveillance

[4] Une panoplie d'application s'ouvrent ainsi aux pouvoirs politiques, dont celle expérimentée en Chine qui consiste à « noter » les populations sur leurs comportements civiques observés au moyen d'outils technologiques performants (reconnaissance faciale, etc.) Voir : https://www.cepag.be/sites/default/files/publications/analyse_cepag_-_avril_2019_-_notation.pdf

[5] Voir notamment Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, La Découverte, 2004.

verticale, sont utilisés par les forces de police en Europe et en Amérique du Nord. Leur utilisation tend d'ailleurs à se banaliser.

Les stratèges militaires israéliens sont loués pour leur expérience stratégique. Leur expertise est sollicitée lors de l'organisation d'évènements internationaux en occident. Tout comme les méthodes d'intervention qui peuvent être importées. Ainsi, la stratégie du « Tirer pour tuer » développée pour combattre les attentats suicides à Tel-Aviv a été adoptée par certaines polices en Europe. Lors des attentats de Londres en juillet 2005, la police a abattu un suspect qui avait eu le malheur de ressembler aux portraits des présumés responsables de l'attentat perpétré dans le métro de la capitale britannique.

L'ordre étatique militarisé et agressif est également déployé lors de mobilisations sociales, qu'il s'agisse des récentes mobilisations des « gilets jaunes », de la répression qui frappe les migrants et les personnes qui leur sont solidaires, ou de mobilisations syndicales, etc.

Stephen Graham note que les *« bastions politiques de l'ethnonationalisme et les mouvements d'extrême droite sont souvent largement implantés dans la police et l'armée. Ils tendent à considérer les zones rurales ou périurbaines comme les espaces purs et authentiques du nationalisme blanc où prédominent les valeurs chrétiennes et traditionnelles. »*[6]

Ces mouvements tendent à présenter les quartiers cosmopolites des villes occidentales comme un espace en dehors de la nation dans lequel les « nationaux » ne vivraient plus « chez eux » et qui concentreraient de nombreuses menaces. Ces caractéristiques justifieraient le déploiement de moyens de contrôle et d'intervention renforcés conduisant à une stigmatisation des populations et à leur « racialisation ».

3. Des complexes industriels

La colonisation de la pensée et des pratiques urbaines par la notion militarisée de sécurité n'a pas qu'une seule origine. Les sources sont nombreuses et englobent des complexes industriels tentaculaires, qui s'étendent au-delà des seuls secteurs de la sécurité et de l'armement militaire. Ils touchent également les industries de la technologie, de la surveillance et du divertissement. Des centres de recherche (universitaire ou dépendant d'entreprises) et des consultants prodiguent des conseils ou vendent des outils de sécurité comme des remèdes simples pour résoudre des problèmes sociaux complexes. Une foule d'experts et de spécialistes de défense et de sécurité affirment que guerre et violence politique sont concentrés presque exclusivement dans la vie urbaine.

Floues et grossières, les idées sécuritaires contaminent bien des aspects de la vie politique et sociale. Les nouvelles industries de la sécurité bénéficient du soutien des institutions politiques pour relever des défis hautement lucratifs. Dans le documentaire « Colis suspect »[7] réalisé en 2018, Reinhard Kreissl, sociologue autrichien, spécialisé dans les questions de sécurité témoigne. Il a été mandaté pour prendre part aux travaux du « groupe consultatif pour la sécurité ». Mis en place par

[6] Stephen Graham, *Idem*, p. 18.
[7] https://www.mediapart.fr/studio/documentaires/international/colis-suspect-qui-profite-la-fermeture-des-frontieres-europeennes

la commission européenne pour réfléchir sur les manières d'assurer la sécurité (notamment des frontières), ce groupe est constitué de responsables politiques, de fonctionnaires européens et de firmes actives dans le domaine de la sécurité au sein des institutions européennes. Selon Reinhard Kreissl, son objectif est double : améliorer la sécurité des citoyens européens et développer la compétitivité de l'industrie européenne de la sécurité. A part quelques experts indépendants qui jouent le rôle de figurant, la majeure partie des participants provienne de l'industrie (notamment Siemens, Thales, Finmecanicca devenue Leonardo, etc.). Ils y apportent les plus importantes contributions en termes de propositions. Reinhard Kreissl témoigne du malaise qu'il a vécu d'être confronté à des représentants de l'industrie « conseiller » directement le pouvoir politique et obtenir « en retour » des financements pour la recherche.

Ce sont ainsi des drônes qui sont envoyés pour identifier des bateaux avec des migrants ou des systèmes de détection automatique aux frontières qui sont utilisés pour empêcher les gens d'entrer et/ou pour les identifier. Ces technologies servent donc à la mise en œuvre de politiques répressives et militarisées.

Ces technologies ne sont pas utilisées parce qu'elle serait les plus adéquates. Ces politiques visent précisément comme le soutien Reinhard Kreissl à positionner favorablement les industries de la sécurité dans la compétition internationale au sein de ce secteur très lucratif.

Sur ce marché, *« l'expérience israélienne de blocus de villes entières et de transformation des Territoires occupés en camps permanents de prisonniers urbains est devenue un modèle. »*[8] La frontière high-tech entre le Mexique et les Etats-Unis est aussi le fruit d'un consortium unissant Boeing à la société israélienne Elbit.

L'industrie de la technologie, de la sécurité, de l'armement mais aussi celle du divertissement ont pris part à la construction de fausses villes afin que les forces armées puissent se préparer à des combats urbains. Situé dans le désert du Néguev, en Israël, Baladia est la plus grande des fausses villes arabes. Sa construction a été soutenue financièrement par l'armée américaine. Elle a coûté 40 millions de dollars, est d'une superficie de 19 kilomètres carrés, compte 6 km de route et 472 édifices en béton. Elle a été construite pour transmettre l'expérience acquise par l'armée israélienne dans ses interventions militaires en Palestine. La qualité de l'équipement est impressionnante. *« En plus d'un circuit de surveillance sophistiqué, on y trouve un système audio capable reproduire le bruit des hélicoptères, des tirs de mortiers, des appels à la prière, ainsi qu'une vingtaine d'autres sons différents. Un autre détail la singularise : elle compte de nombreuses silhouettes mécanisées, comme des caricatures d'hommes arabes barbus, programmé pour surgir de derrière les fenêtres ou au coin des rues pendant les exercices de tirs à balles réelles. »*[9]

Mais la technologie aussi sophistiquée soit-elle permet la poursuite avec d'autres moyens de pratiques liées à l'imaginaire d'exploitation néocoloniale des ressources qui permettra – à l'époque de l'épuisement imminent de ces ressources – de maintenir le niveau de vie des villes les plus riches.

[8] Stephen Graham, *Idem*, p. 23.
[9] Stephen Graham, *Idem*, p. 120.

4. La ville comme arme de guerre

La ville devient ainsi le principal moyen de faire la guerre. La nature même de la ville moderne (subordination à un épais réseau d'infrastructures, densité, anonymat, dépendance à l'importation d'eau, de nourriture et d'énergie) rend possible une violence s'exerçant contre et à travers elle. Dans les moyens considérables que déploient les armées étatiques (en particulier les puissances néocoloniales), ce sont les infrastructures urbaines qui sont visées. Leurs destructions permettent de mettre une pression insupportable sur les épaules des dirigeants politiques, au mépris des lois cadres du droit humanitaire international. Un nouveau modèle, celui de la guerre infrastructurelle théorise les effets d'attaques sur les infrastructures urbaines.

Des armes spécifiques ont été développées à cet effet. L'US Air Force utilise des bombes dites « douces » ou « extinctives » qui font pleuvoir des milliers de filaments de graphite sur les réseaux électriques, provoquant des courts-circuits dévastateurs[10]. Les stratèges militaires misent sur le fait que dans des sociétés fortement urbanisées, la destruction des infrastructures civiles a de fortes chances d'engendrer très rapidement des crises de santé publiques majeures et de faire de nombreuses victimes civiles. Stephen Graham note que *« les analystes américains se concentrent désormais sur la recherche des points de rupture dans les systèmes d'infrastructure qui conduiront à des effets de premier, de deuxième et de troisième ordre susceptible d'engendrer rapidement un gigantesque chaos social. »*[11] Ainsi à la fin de la guerre en Irak déclenchée en 2003, la production d'électricité irakienne atteignait 4% de son niveau d'avant-guerre. Cependant, son impact le plus dévastateur était indirect. *« Les réseaux d'eau et d'égouts irakiens, dont le fonctionnement était entièrement assuré par des stations de pompage électriques, se sont arrêtés net. »*[12] Les perspectives de remise en service étaient fort éloignées en raison de l'interdiction des outils et fournitures nécessaires à la réparation, considérés comme des objets duaux pouvant également être utilisés à des fins militaires.

La configuration des villes ou des quartiers pauvres des grandes villes fait l'objet de stratégies militaires spécifiques. Les stratèges ont développé des techniques d'intervention où pour se protéger des tirs « ennemis » les forces armées progressent progressivement en faisant exploser les murs mitoyens des habitations en s'immisçant dans les lieux de vie des habitants[13] et en les prenant ainsi comme outil de protection pour pénétrer dans les zones ciblées.

5. La militarisation de la culture urbaine

Le nouvel urbanisme militaire prend appui pour se légitimer sur certains aspects militaristes des cultures urbaines : les jeux électroniques, les infrastructures routières, le cinéma, etc. Ainsi, ces jeux vidéos où le joueur est amené à tuer des terroristes dans des villes fictives et orientalisées. Certains appareils militaires disposent par ailleurs de systèmes de contrôle qui imitent ceux de la Playstation. L'hybridation des armes et des jouets n'est pas neuve. Elle ne cesse de s'accentuer. Elle conditionne la production de films, de jouets mais aussi sert de source d'inspiration. Certains généraux ne s'en cache d'ailleurs pas, considérant que c'est avec des Playstation que les jeunes

[10] *Idem*, p. 218.
[11] *Idem*, p. 222-223.
[12] *Idem*, p. 226.
[13] Eyal Weizman, *A travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine*, La Fabrique, 2008.

recrues ont joué toute leur vie, il s'agit de configurer un poste de pilotage permettant de mobiliser des habitudes et des réflexes acquis de longue date.

L'imagerie satellite et la technologie GPS, la collecte et le contrôle des données internet, la militarisation de la culture automobile (dont le 4x4 et spécifiquement le Hummer représente le modèle type) sont autant d'exemples qui illustrent également les frontières de plus en plus poreuses entre vie civile et militaire que construisent les adeptes de la guerre du 21ième siècle, et en retour ceux qui participent à l'enracinement culturel de ses fondements.

Menaces

La construction de menaces sans limites et de guerres sans fin pourrait légitimer l'évidement et même l'éradication des sociétés démocratiques. Pour les théoriciens militaires, dans une logique d'interconnexion, tout est perçu comme faisant partie intégrante de la guerre.

De nombreux gouvernements de droite et d'extrême droite ont d'ailleurs transformé des procédures judiciaires et des législations en prenant appui sur la désignation d'une grande variété de menaces censées se cacher, invisibles et omniprésentes, dans les interstices de la vie urbaine.

Cette logique rend légitime la perception des populations en menaces potentielles dont il s'agirait de mesurer et de hiérarchiser le risque. Dans un tel cadre politique, celui du libéralisme autoritaire[14], l'Etat adopte des pratiques arbitraires et institue de manière durable un état d'exception dans lequel il justifie des capacités d'agir très brutales sur les populations et une protection très rapprochée des marchés et des industries qui ont trouvé dans la sécurité une terre d'élection particulièrement favorable.

L'approche critique de ce nouvel urbanisme militaire nous révèle plus précisément les dangers qui pèsent sur les mouvements sociaux et les pratiques d'émancipation qu'ils entendent promouvoir.

[14] Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La Fabrique, 2018.